

tats justifient les avances qui leur ont été faites par le Gouvernement fédéral et par les gouvernements provinciaux.

Ces jours derniers, le président de la "Royal Bank", s'adressant aux actionnaires, leur faisait cette importante déclaration :

A notre dernière assemblée annuelle, j'ai dit que j'avais la certitude presque absolue que le Canada pourrait résister à la crise et, depuis dix-sept mois, il a supporté le fardeau de la guerre de manière à justifier pleinement cette prédiction. Il n'était pas possible de donner au monde une meilleure preuve de l'immensité de nos ressources et de la stabilité de notre situation économique. Des décrets de moratorium dans quelques provinces et la suspension du remboursement en espèces des billets de banque, constituent les seules exceptions aux règles de saine finance et elles n'étaient que de simples mesures de précaution. Il est vraiment merveilleux de constater que, durant cette période de bouleversement universel, le Canada n'a ressenti aucune secousse financière, que le nombre des faillites a très peu augmenté et qu'à une seule exception, aucune municipalité n'a failli à ses engagements; je puis ajouter que les compagnies de prêts constatent très peu de retard dans le service des intérêts sur les prêts hypothécaires. Comme résultat, les craintes qu'on entretenait au début de la guerre ont fait place à un sentiment de soulagement et de confiance.

Il dit encore :

D'une nation débitrice, nous sommes devenus une nation créancière, par la force des choses, et nos efforts doivent tendre à rendre ce changement permanent. Nous savons maintenant que nous possédons les éléments essentiels. Il s'agit simplement de maintenir et d'augmenter nos exportations, en activant notre production et de diminuer nos importations par l'économie dans la consommation. La commission économique fédérale, instituée pour étudier ces questions et d'autres de même nature, devrait recevoir tout l'encouragement possible.

Il termine par cette remarquable déclaration :

Après trois ans de liquidation et de reconstitution, nous constatons que notre situation économique repose sur des bases solides et nous devons nous efforcer de la maintenir dans cet état.

La "Bank of Commerce", la "Bank of Ottawa" et beaucoup d'autres banques ont fait des déclarations semblables et, à en juger par les déclarations des présidents de ces institutions, qui sont hautement autorisés à se prononcer sur ces questions, la situation financière du Canada paraît très encourageante et tout nous permet d'espérer que nous sommes à la veille d'une nouvelle ère de prospérité. Le meilleur témoignage que nous puissions offrir est probablement celui que je mentionnais il y a un instant: nous avons déplacé la balance du commerce en notre faveur; de nation débitrice, nous sommes devenus nation créancière. Durant les

douze mois expirés le 1er novembre, nos ventes ont excédés nos achats de \$153,000,000, ce qui, à mon sens, constitue un exploit remarquable dans les annales de notre développement économique.

Il y a un an, qui aurait supposé que nous pouvions lancer avec succès un emprunt national? Cependant, le Gouvernement ayant décidé de tenter l'aventure, a demandé \$50,000,000 à ses nationaux. Dans le monde financier on se demandait avec une certaine anxiété si le peuple canadien souscrirait cet emprunt, mais les doutes ont été bientôt dissipés, car quelques semaines après, le Gouvernement avait à sa disposition \$100,000,000 de capitaux canadiens. Cela m'a paru un incident remarquable de notre évolution économique.

Vous vous souvenez probablement, monsieur l'Orateur, que, lorsque la guerre a éclaté, le Canada empruntait à raison de \$1,000,000 par jour, et que ces emprunts sont tombés comme tombe l'arbre au pied duquel on applique la cognée. Mais le pays a eu l'heur d'avoir un ministre des Finances doué de prévoyance et de courage pour lui faire surmonter les embarras financiers du moment. Le Gouvernement a interrompu les paiements en or, chose hasardeuse; mais il a couru le risque et les événements ont justifié sa conduite. Il a fait plus. Il a employé les fonds publics pour garantir le papier-monnaie des banques, et les résultats lui ont de nouveau donné raison. Vous vous rappelez, monsieur l'Orateur, et personne de nous n'a oublié que ce moment-là les finances du monde étaient ébranlées et chancelantes, et que nous craignions que le Canada, pays jeune, encore dans les premières phases de son évolution économique, ne souffrit plus que les autres nations de cette terrible calamité, l'ouverture des hostilités et leurs conséquences; cependant, en moins d'un an, le Canada s'était ressaisi, la confiance était revenue, le crédit était rétabli et la balance du commerce était intervertie. Nous avons obtenu des nôtres \$100,000,000 pour les fortes dépenses de la guerre, outre des sommes consacrables pour d'autres fins patriotiques. Je considère que c'est là un résultat magnifique pour le pays dans la présente période de son évolution.

Afin de juger de la situation financière et économique hors des frontières du Canada, voyons comment la Grande-Bretagne a supporté l'épreuve de ce gigantesque conflit, tout en fournissant des ressources aux petites nations européennes. Il est possible de donner cours à une monnaie dans l'étendue d'un pays, mais si l'on offre cette monnaie au delà des frontières, on constate aus-